

Appel à contributions/Call for papers

Colloque international, du 5 au 7 octobre 2022, à l'Université de Neuchâtel/CH

International conference, from October 5–7, 2022, University of Neuchâtel/CH

L'Europe des migrations : famille, enfance et clandestinité pendant les 'Trente glorieuses'

Organisation : Prof. Kristina Schulz, Dr. Sarah Kiani, Magali Michelet, Dr. Carole Villiger; assistante: Marie Bouvier

Contact : carole.villiger@unine.ch

<https://www.unine.ch/histoire/home/recherche-1/une-socio-histoire-des-gens-qui.html>

English version bellow

Les migrations des travailleur-euse-s ont profondément marqué les sociétés européennes après la Seconde guerre mondiale. Dans le contexte d'une soif insatiable de main-d'œuvre au service de la reconstruction économique, la mobilité des travailleur-euse-s des pays du Sud vers les pays industrialisés du Nord constitue un « nouveau régime de migration intra-européenne » (Dirk Hoerder) qui, jusque dans les années 1970, mobilise environ 15 millions de personnes de la région (euro-) méditerranéenne (Italie, Espagne, Portugal, Turquie, Tunisie, Grèce, (Ex-) Yougoslavie, etc...) vers les centres industriels du nord de l'Europe. Le terme même de « migration » fait alors son apparition dans le discours. Malgré la fin d'une politique de recrutement active après le choc pétrolier en 1973, un système de migration constitué par les travailleur-euse-s immigré-e-s (*Guestworkers* / *Gastarbeiter*innen*) perdure encore jusqu'à la fin des années 1980.

Si certains éléments de ce que Peter Gatrell a appelé « The unsettling of Europe » ont été étudiés pour des contextes divers et précis, les situations sociales des travailleur-euse-s, et particulièrement leur vie familiale, ont longtemps été négligées par l'histoire des migrations. A une sociologie débordante du « travailleur immigré » depuis les années 1970 s'oppose ainsi une historiographie limitée. Cette réticence s'explique entre autres par l'absence de sources. La difficulté est d'autant plus grande lorsqu'il s'agit des recherches qui portent sur les regroupements familiaux non-autorisés et à d'autres stratégies par lesquelles les personnes concernées ont tenté de maintenir un lien familial. Les archives officielles sont silencieuses concernant les placements des enfants dans des orphelinats ou les expulsions d'enfants sans statut légal (tantôt accompagnés par leur mère, tantôt élevés par des membres de la famille au pays). Les archives restent également muettes sur les enfants qui ont vécu, parfois pendant des années, clandestinement et parfois cachés dans le pays d'accueil. Cependant, un ensemble d'outils plus (ou moins) récents permet d'explorer cette histoire, parmi lesquelles l'histoire orale, la sociologie des mobilisations, la socio-histoire des

migrations, des approches genre ou encore le paradigme du *transnationalism* (Green / Waldinger).

En invitant des contributions venant d'horizons disciplinaires divers, la conférence « L'Europe des migrations » a pour but d'éclairer les liens entre la famille, l'enfance et la clandestinité dans le contexte des migrations de travail entre la Seconde guerre mondiale et la fin de la Guerre froide (césure qui, quant à elle, s'ouvre à d'autres types de migration de travail, plutôt en marge de cette conférence). Dans le contexte de notre propre activité de recherche sur le cas suisse, nous visons à mettre en réseau des chercheur-euse-s qui étudient des cadres nationaux divers dans une perspective critique de la période dite des « Trente glorieuses », « miracle years », « Wirtschaftswunderjahre », à réunir des regards disciplinaires multiples et à développer une sensibilité pour des perspectives transnationales, voire comparatistes.

Nous envisageons la préparation d'un livre collectif à l'issue de la conférence. Les présentations peuvent ainsi avoir le caractère d'un « work in progress » dans l'optique d'une publication courant 2023 (délai pour auteur.e.s : 31 décembre 2022). Les contributions inédites seront privilégiées.

Nous invitons des contributions qui s'intéressent particulièrement :

- Au cadre juridico-politique des migrations de travail et du regroupement familial et de son développement depuis la fin de la Seconde guerre mondiale jusqu'aux années 1990 ;
- Aux stratégies des familles des travailleur-euse-s immigré-e-s, pour réaliser une vie familiale sous les conditions dictées par un régime migratoire qui vise à limiter, voire empêcher le regroupement familial ;
- Aux expériences des enfants migrant-e-s (et de leurs parents), surtout dans l'optique de la clandestinité (passage de frontière clandestin, séjour clandestin, mais aussi mobilités fréquentes pour éviter la clandestinité, menaces, dénonciation) ; aux trajectoires des enfants touchés, à un moment ou l'autre, par la clandestinité ; aux conséquences multiples, physiques et psychiques, de la clandestinité ;
- À la scolarisation des enfants migrants, avec une attention particulière sur les enfants clandestins, qui, pour le cas de la Suisse, obtiennent le droit d'aller à l'école au début des années 1990. Qu'en est-il dans d'autres pays ? ;
- Aux rapports sociaux de genre sous les conditions de la migration, du regroupement familial et de la clandestinité ;
- Aux mobilisations en faveur des droits des travailleur-euse-s immigré-e-s et surtout des enfants, mobilisations portées par exemple par les syndicats, les églises ou encore par les associations de migrant-e-s ; à l'impact de la convention des Nations-Unies pour les droits de l'enfant de 1989.

Merci d'envoyer une proposition d'environ 3'000 signes d'ici **au 29 avril 2022** à l'adresse suivante : marie2.bouvier@unine.ch. Informations à communiquer avec la proposition : Prénoms et nom, affiliation institutionnelle ; adresse postale et email ; 5 mots-clés ; domaine de recherche. La réponse concernant votre proposition vous sera communiquée au plus tard **le 30 mai 2022**.

Langues de la conférence : français, anglais, allemand / – de la publication : anglais.

A Europe of migrations: family, childhood and clandestinity during the 'Trente Glorieuses'

Labour migration has had a profound impact on European societies after World War II. In the context of an insatiable thirst for labour in the service of economic reconstruction, the mobility of workers from the countries of the South to the industrialised countries of the North constituted a “new intra-European migration regime” (Dirk Hoerder) which, until the 1970s, mobilised about 15 million people from the (Euro-)Mediterranean region (Italy, Spain, Portugal, Turkey, Tunisia, Greece, (former) Yugoslavia, etc.) to the industrial centres of Northern Europe. Despite the end of an active recruitment policy after the oil crisis in 1973, the “guestworker-system” continued to exist/endured until the end of the 1980s.

While some elements of what Peter Gatrell has called «The unsettling of Europe» have been studied for various and specific contexts, the social situations of the workers, and particularly their family life, have long been neglected by migration history. The limited historiography stands in contrast to an abundant sociology of the “Guestworker” since the 1970s. This reticence can be explained, among other things, by a lack of sources. The challenge is even greater when it comes to research on unauthorised family reunifications and other strategies by which the persons concerned tried to maintain family relations. Official records are silent on the placement of children in orphanages or the deportation of children without legal status (sometimes accompanied by their mothers, sometimes raised by relatives in the home country). The archives are also silent on children who lived, sometimes for years, clandestinely and sometimes even hidden in the host country. However, a set of more (or less) recent tools makes it possible to explore this history, notably oral history, the sociology of mobilisations, the socio-history of migrations, gender approaches or the notion of “transnationalism” (Green/Waldinger).

By inviting contributions from various disciplines, the conference “A Europe of Migrations” aims to shed light on the links between family, childhood and clandestinity in the context of labour migration between the Second World War and the end of the Cold War (which, in turn, resulted in other types of labour migration that are not at the centre of this conference). Against the backdrop of our own research on the Swiss case, we aim to build a network of researchers who study diverse (trans)national contexts in the spirit of a critical perspective on the ‘Trente Glorieuse’, ‘miracle years’, ‘Wirtschaftswunder’, bringing together multiple disciplinary perspectives and developing a sensitivity for transnational and even comparative perspectives.

We are planning to publish an edited volume following the conference. The papers may thus also have the character of a “work in progress” in view of a future publication in 2023 (deadline for authors: 31 December 2022). Preference will be given to unpublished contributions.

We invite contributions that are particularly interested in:

- The legal-political framework of labour migration and family reunification and its development from the end of the Second World War until the 1990s;
- The strategies of immigrant workers' families to make family life work under the conditions imposed by a migration regime that aims to limit or even prevent family reunification;
- The experiences of migrant children (and their parents), especially from the point of view of clandestinity (clandestine border crossing, clandestine stay, but also frequent mobility to avoid clandestinity, threats, denunciation); the trajectories of children affected, at one time or another, by clandestinity; the multiple physical and psychological consequences of clandestinity;
- the schooling of migrant children, with a particular focus on clandestine children, who, in the case of Switzerland, obtained the right to go to school in the early 1990s. What was the situation in other countries?
- Gender relations under the conditions of migration, family reunification and clandestinity;
- Mobilisations in favour of the rights of immigrant workers and especially of children, carried out for example by trade unions, churches or migrant associations; the impact of the 1989 United Nations Convention on the Rights of the Child.

Please send a proposal of approximately **3,000 characters** by **29 April 2022** to the following address: marie2.bouvier@unine.ch

You will receive a notification by **30 May 2022** at the latest.

Languages of the conference: English, French, German.

Language of the publication: English.

Information to be submitted with the proposal: First and last names, institutional affiliation; postal and email address; 5 keywords; research areas.

Funded by



